

noble enfant, sitôt familiarisé avec les armes! »—Fixant ensuite ses regards sur le terrible Loria :—« Est-ce toi, ennemi de l'Eglise, qui as fait un si grand massacre de peuples? »—Loria répartit : «—Vos prédécesseurs en ont été la cause²? »—Après ce court entretien, Boniface prit à part le jeune prince, et usant à son égard des plus douces manières, l'engagea à quitter la Sicile; pour le dédommager de cette perte, il lui proposa la main de Catherine, fille de Philippe, petite-fille de Baudouin, empereur titulaire de Constantinople, et petite-fille aussi de Charles-le-Boiteux; c'était lui donner des droits au trône de l'empire grec; il y ajouta la promesse de riches trésors pour soutenir la guerre contre Paléologue qui en avait dépossédé Philippe. Eloigné de Roger et de Jean de Procida, le jeune prince répondit qu'il consentait à ce mariage pourvu que les Siciliens y consentissent également; et, sans autre engagement, il se sépara du pontife².

Il n'y avait, dans cette négociation, aucune ruse de la part de Boniface, aucun piège tendu par lui à l'enfance inexpérimentée de Frédéric; car, comme pape, il ne pouvait voir sans peine que les Siciliens méconnaissant le domaine de l'Eglise sur leur île,

¹ Franc. Maurolyci. Sicaniæ Histo. 1. 4. apud Burman.

² Maurolyc. sic. Hist. Lib. IV. 499.

le transférassent à ce dernier; l'Eglise, d'un autre côté, retirait les plus grands avantages de l'alliance à laquelle il engageait l'Aragonais. La réunion de l'Eglise grecque à l'Eglise latine, la conquête de la Terre Sainte, objet des plus ardents désirs du pontificat romain auraient été favorisées par un prince catholique assis sur le trône de Bysance. En conséquence, au mois de juin de la même année, il députa Jean, abbé de Saint-Germain-des-Prés, vers Catherine, avec des lettres pour cette princesse. Le Pape la priait, dans ses intérêts à elle-même et dans ceux de l'Eglise, de choisir Frédéric d'Aragon pour époux; il lui faisait part de la convention arrêtée par serment entre ce dernier et Charles II, aïeul de Catherine, de régler cette affaire avant la fin de septembre; il lui disait que Jean, abbé de Saint-Germain, était chargé de la conduire au plus tôt, et avec honneur, vers lui. Il écrivit aussi à Philippe de France¹, lui demandant un actif concours pour déterminer Catherine à ce mariage. Mais l'expulsion d'Andronic du trône de Bysance n'était ni aisée ni prochaine, et Catherine, qui consultait avant tout ses intérêts présents, répondit que, très-flattée de la noble origine de Frédéric qu'on lui destinait pour époux, elle goûtait peu l'union d'un prince sans états.

¹ Epist. 474. an. 1. apud Rayn. 29.

Dans le même temps, le royaume de Naples se trouva sans chef, par l'absence de Charles qui était encore en France pour la conclusion de la paix dont nous avons parlé, et par la mort de Charles, son fils aîné, roi titulaire de Hongrie, qu'une courte maladie avait emporté, au mois de juin de cette année. Boniface pourvut de suite à l'administration de l'État, comme à celle d'un bien tout pontifical. Il le confia à Philippe, duc de Tarente, aussi fils de Charles, et à Landolphe, cardinal diacre de Saint-Ange, son légat. Mais, les Napolitains, mécontents de voir la reine Marguerite exclue des affaires publiques, prièrent le pontife de vouloir bien lui en donner la direction¹. Boniface accéda à ces vœux d'autant plus volontiers qu'il prouvait son droit de souverain domaine sur le royaume par la facilité avec laquelle il en changeait à son gré les gouvernants. Il chargea donc Marguerite, par une lettre fort gracieuse, de suppléer son mari absent. Il commençait par y déplorer la mort de Charles, son fils; exposait à la Reine qu'après avoir appelé le légat et Philippe à la conduite des affaires, en vertu du plein pouvoir qu'il en avait reçu d'en haut, il la substituait à leur place, lui défendant toute aliénation des biens immeubles

¹ Rayn. n. 49. Ep. 30.

du royaume, défense à laquelle il ne doutait pas que Charles, son époux, ne se fût lui-même conformé de bonne grâce; il se promettait enfin qu'elle gouvernerait avec tant de prudence et de fermeté qu'elle en serait récompensée de Dieu et louée des hommes. Heureuse influence de l'autorité de Boniface sur un état: elle reprimait les excès des princes et garantissait les droits des peuples; personne, du reste, n'était doué de plus de qualités que lui pour exercer ce salutaire empire, si l'énergie de son caractère n'eût été prise, dans ces temps orageux, pour un orgueil démesuré.

Quoique les affaires de la Sicile occupassent fortement l'esprit du pontife, elles ne l'absorbaient pas complètement, et son bras s'étendait, dans le monde entier, à toutes les mesures que lui conseillait son désir de la paix générale. Tandis qu'il espérait encore pacifier la Sicile, avant que Frédéric ne s'y déclarât roi, il tourna ses regards vers l'Italie supérieure tristement bouleversée par l'aveugle rage des Guelfes et des Gibelins. Nobles et bourgeois se déchiraient dans des guerres atroces; on se battait d'état à état, de ville à ville. Mais, ses soins s'arrêtèrent particulièrement sur les cités plus puissantes, dans l'espoir qu'une fois rétablies en paix, elles pourraient, par leurs richesses et leur grandeur, offrir, dans la bonne et

pacifique administration de leurs républiques, un modèle de civilisation aux nombreux municipes ennemis et ravagés de la Péninsule. C'étaient Venise et Gênes. La première était déjà florissante au XIII^e siècle par les richesses qu'elle tirait de son commerce maritime, par ses heureuses conquêtes en Dalmatie, par l'adjonction d'un grand nombre des îles de l'Adriatique et de l'archipel grec au territoire de la République, et plus encore par son organisation intérieure qui prit, justement en ce siècle, les solides formes auxquelles cette reine des mers dut sa conservation. La seconde, riche aussi par son négoce, le cédait en puissance à Venise: comme les conquêtes chez elle étaient plutôt l'œuvre et l'apanage des particuliers que de la ville elle-même, ses domaines avaient moins d'étendue, et d'ailleurs son gouvernement n'était pas assez fortement constitué pour lui permettre de maintenir dans le devoir les bourgeois et les nobles. Aussi, tandis que Venise, semblable à un rocher au milieu des flots, s'opposait sans crainte au choc des factions, Gênes éprouvait toujours intérieurement l'agitation fébrile des partis. Venise demeurait libre, et Gênes était souvent l'esclave des étrangers.

Il y avait déjà longtemps que la jalousie commerciale, germe fréquent de divisions entre les

empires, excitait la haine de Gênes contre Pise et contre Venise; ce qui avait toujours déplu aux papes, eux qui voulaient se servir de la puissance de ces républiques sur les mers pour abattre les infidèles dans le Levant. Depuis environ deux ans les Vénitiens et les Génois se faisaient une guerre acharnée, quand le pape Boniface s'efforça de les calmer. Lui aussi voulait la paix pour relever les affaires de la Terre-Sainte qui étaient tombées si bas. Il ne faut pas conclure de ce langage que Boniface ignorât qu'elles étaient désespérées; il n'en doutait nullement, son apparente volonté cachait une volonté réelle, celle d'arracher les esprits aux querelles intestines par une salutaire diversion et de les tourner, en vue du bien général, à l'humiliation de la puissance turque. Il écrivit aux Vénitiens et aux Génois d'avoir à suspendre¹ les hostilités jusqu'à la fête de saint Jean-Baptiste de l'année courante, époque où les ambassadeurs des deux républiques viendraient, en sa présence, faire une paix durable. Les envoyés se réunirent; mais ceux des Génois n'apportèrent que de la mauvaise foi; car, tandis qu'ils rejetaient toute proposition d'accommodement, sous prétexte que la Seigneurie ne leur avait pas donné des pouvoirs suf-

¹ Lib. I. an. 4. Epi. 117. ap. Rayn.

fisants pour négocier, on préparait à Gênes une flotte nombreuse, afin d'assaillir les Vénitiens occupés à traiter de la paix. Ne voulant point que la docilité des Vénitiens à ses paternels conseils portât préjudice à leur république, il les délia de l'obligation de maintenir la trêve si déloyalement violée par les Génois¹, et les encouragea à se défendre. Mais la cruelle discorde agit pour les Vénitiens. En effet, elle ralluma le feu, dans le camp génois, entre les Guelfes, commandés par Grimaldi, et les Gibelins, ayant pour chefs les Doria et les Spinoli: ils s'entr'égorgèrent en grand nombre, et, de retour à Gênes, ils ne cessèrent de tuer et d'incendier que lorsque les Guelfes, vaincus par les Gibelins, eurent été chassés des terres de la République². Au jugement de Villani, c'est à partir de cette époque que Gênes commença à déchoir de sa splendeur, comme en punition de ses folies fratricides et de son mépris pour l'autorité paternelle de Boniface.

Dans les quelques lignes que nous avons consacrées aux Guelfes et aux Gibelins, au commencement de ce livre, nous avons indiqué les raisons pour lesquelles les pontifes restaient toujours à la tête des premiers. Aucun d'eux, selon nous, ne soutint aussi énergique-

¹ Epi. 13. Rayn. 38.

² Gio. Villani. C. 44.

ment que Boniface le parti guelfe, ne combattit avec plus d'ardeur celui qui lui était opposé. Simple ecclésiastique, cardinal même, il était gibelin, et par tradition de famille¹ et par indignation contre les partisans des princes d'Anjou. Devenu pape, il se fit guelfe à cause du poste qu'il occupait. Florence était la contrée d'Italie où le caractère ardent et furieux de ces factions se manifestait le plus vivement: aussi, le triomphe ou la défaite de l'une d'elles dans cette ville, étaient-ils le signal de changements politiques dans beaucoup de cités italiennes. Au XIII^e siècle, Florence s'accrut considérablement en richesses, en monuments splendides et en habitants; mais, ce fut précisément aussi dans ce temps (1215) que les citoyens s'y divisèrent en guelfes et en gibelins, à l'occasion de l'assassinat de Buondelmonti; on y créa en 1250 le premier capitaine du peuple, avec douze magistrats, et la puissance de la ville devint telle qu'elle put soutenir la guerre contre Pise, Sienne et d'autres cités fortes et importantes. S'étant toujours gouvernés en commun et voyant la patrie prospérer à l'ombre des institutions républicaines, les Florentins étaient naturellement guelfes et détestaient les Gibelins qui voulaient un chef étranger.

¹ Gio. Villani..... « Gibelin de famille ».

Toutefois, ils étaient eux-mêmes si peu exempts de divisions, par suite des inimitiés des Uberti et des Asmodei, que les Gibelins, vainqueurs à Montaperto formèrent le projet, heureusement déjoué par Farinata Uberti, de détruire Florence, seul moyen, selon eux, de la rendre gibeline. Comme ce triomphe passager était dû au secours de Mainfroi, les Guelfes, ayant eux-mêmes reçu du renfort de la part de Charles d'Anjou, non-seulement se relevèrent, mais s'affermirent puissamment à Florence et réunirent dans leurs mains tout le gouvernement de la cité: et, sous les Guelfes, le gouvernement exercé par les Prieurs des Arts devint tout-à-fait démocratique (1285). Les victoires remportées par les Florentins sur Pise et sur Arezzo, cités gibelines, leur prospérité intérieure dans le commerce et dans les arts, auraient pu les conduire au but sacré où visait le pontificat romain pour l'Italie. Ils avaient toujours trouvé les pontifes favorables à l'idée guelfe, mais aussi toujours opposés, lorsque, sous prétexte d'opinion, les citoyens tournaient leurs armes les uns contre les autres. Toujours guelfes dans leurs rapports avec Florence, les papes furent pourtant toujours pacificateurs lorsqu'on ne combattait pas pour le principe mais seulement pour les personnes. En effet, les Gibelins ne rentrèrent à Florence, en 1273, que par un arran-

gement à l'amiable, œuvre de Grégoire X : ce pape, ainsi que tous les autres, cherchait la paix et la justice dans le guelfisme uniquement parce qu'on ne pouvait attendre ni justice ni paix en Italie sous la domination du gibellinisme. Florence ne se prêta pas à ce glorieux et honorable dessein, et, loin de profiter de la puissance que ses victoires lui avaient apportée, elle ne s'en servit qu'à son détriment. Les nobles et les bourgeois commencèrent le combat, chaque parti se rangea sous la bannière guelfe ou gibeline, et ainsi le guelfisme fut obligé d'accepter la responsabilité de crimes qu'il ne pouvait ni ne devait enfanter. En 1294, après l'expulsion du hardi tribun Giano della Bella et l'abaissement du parti populaire, Florence et peut-être toute la Toscane faillirent devenir victimes d'une grande calamité, la présence des étrangers, lesquels auraient alimenté les fureurs de la discorde, affaibli les partis et élevé leur empire sur les ruines de ces membres de la famille italienne. Les affaires étaient dans un trouble tel que les grands, afin de rétablir l'ordre, appelèrent un certain Jean de Caviglione, de la maison de Bourgogne, pour exercer dans leur ville les fonctions de podestat. Il arriva avec cinq cents cavaliers bourguignons et allemands, pour prendre non-seulement cette charge, mais encore celle de vicaire impérial

dans toute la Toscane qu'Albert, duc d'Autriche¹, lui avait conférée. Les nobles Florentins goûtèrent probablement peu ce vicariat, car, après s'être servis de Caviglione et de ses gens, pour abaisser les partisans de Giano della Bella, ils se fatiguèrent d'un pareil joug et refusèrent à leur protecteur, même les fonctions de podestat, et le salaire à ses soldats. L'étranger irrité se retira à Arezzo, et excita cette ville à s'unir à lui contre Florence la guelfe. Ce fléau étranger s'ajoutant aux maux domestiques pouvait les rendre incurables, et c'était le moment où l'autorité du pontife devenait nécessaire. Boniface accourut à ce danger, appelé par les Florentins, qui ne craignaient pas seulement les habitants d'Arezzo ligués avec Caviglione, mais encore, mais surtout les formidables mots de droit et d'empire. Le pontife engagea les Florentins à payer vingt mille florins au Bourguignon qui s'en alla où il put, délivrant la Toscane d'un grand péril².

Boniface si actif, si laborieux pour assoupir les querelles et ramener la paix au sein des royaumes étrangers, ne pouvait exclure de sa sollicitude les États de l'Église, affreusement tourmentés par les factions guelfe et gibeline. Il est inutile de dire

¹ Villani. C. X. S. R. T.

² Dino Compagni. S. R. T. V. 9. 479. D. E.

que, dans la Romagne, dans l'Ombrie et dans les Marches, les villes se déchirèrent avec férocité, quand les autres cités d'Italie se furent constituées en républiques. Quoique ces provinces, après les fameuses luttes du pontificat contre la maison de Hohenstaufen, fussent demeurées sujettes à l'Église, on voyait s'y manifester le vice qui rongait une si grande partie de l'Italie, c'est-à-dire, le défaut d'un lien qui unit le parti dominant au partisoumis. Des cardinaux étaient à la vérité placés, en qualité de légats, à la tête de ces provinces, mais c'était un gouvernement plutôt fictif et apparent que réel et fort. Les villes se gouvernaient en commun, et l'autorité résidant tantôt dans le peuple, tantôt dans les nobles, penchait vers sa ruine : autorité odieuse, parce qu'elle n'était pas consacrée par le droit, abominable, parce qu'elle était toujours souillée du sang des citoyens. On vit s'entrechoquer longuement, dans ces mêlées furibondes, les Lambertazzi, gibelins, et les Geremei, guelfes, à Bologne; les Polenti et les seigneurs de Bagnacavallo, à Ravenne; les Mendoli et les Brizi, à Imola; les Mainfroi et les Accarisi, à Faenza; les Gambacari et les Asmodei, à Rimini; les Galboli et les Ordelaffi, à Forli; les Righizzi et le peuple, à Césène. Tendait à la monarchie ou à une constitution de gouvernement aristocratique, les Gibelins, par conséquent,